

La crampe menstruelle : Comment soulager les douleurs ?

C'est une expérience commune et souvent désagréable pour de nombreuses femmes. Il s'agit des crampes menstruelles. Elles sont généralement ressenties comme une douleur dans le bas-ventre ou dans le dos, et peuvent être accompagnées d'une sensation de tension ou de pression dans la région pelvienne.



Bien que les crampes menstruelles puissent varier en intensité et en durée, elles sont souvent décrites comme des douleurs lancinantes et ennuyeuses qui peuvent rendre les activités quotidiennes difficiles pendant les jours de menstruation. Les spécialistes expliquent les crampes menstruelles par des contractions de l'utérus qui se produisent pendant la menstruation. Ces contractions sont déclenchées par des niveaux élevés de prostaglandines, des hormones produites par l'utérus qui aident à stimuler les contractions musculaires nécessaires pour éliminer le sang menstruel.

Cependant, lorsque les niveaux de prostaglandines sont trop élevés, cela peut causer des contractions plus intenses et plus douloureuses. Selon Florence ADOHINZIN, Sage femme, les

femmes qui souffrent des crampes menstruelles se plaignent fréquemment des courbatures, des douleurs au niveau de l'estomac, du bas de dos et au niveau des cuisses.

En effet, les symptômes des crampes menstruelles peuvent varier d'une femme à l'autre, mais certains signes courants comprennent des douleurs dans le bas-ventre ou dans le dos, une sensation de gonflement ou de ballonnement, des nausées et des vomissements, des maux de tête et des vertiges. Ces symptômes peuvent également varier en intensité, allant d'une légère douleur à une douleur intense qui peut empêcher les femmes de vaquer à leurs occupations quotidiennes.

Y a t-il des solutions ?

A en croire les spécialistes, il existe plusieurs moyens pour les femmes de soulager les crampes menstruelles. L'un des moyens les plus courants est de prendre des analgésiques en vente libre tels que l'ibuprofène ou l'acétaminophène. Ces médicaments peuvent aider à réduire l'inflammation et à soulager la douleur. Les femmes peuvent également essayer de se détendre en prenant un bain chaud, en utilisant une bouillotte ou un coussin chauffant, ou en pratiquant des exercices de relaxation tels que le yoga ou la méditation.

Florence ADOHINZIN, recommande aux femmes de faire attention à leur alimentation et à leur hydratation pendant la menstruation. *« Je leur conseillerais d'être moins stressées, de contrôler leur alimentation quand elles tendent vers cette période »* .

Les aliments riches en graisses saturées et en sel peuvent contribuer à l'inflammation et aggraver les crampes menstruelles. Les femmes doivent donc privilégier les aliments riches en nutriments tels que les fruits, les légumes et les grains entiers, ainsi que boire suffisamment d'eau pour rester hydratées.

Toutefois, les crampes menstruelles peuvent être un signe d'un

trouble médical sous-jacent tel que l'endométriose ou des fibromes utérins. Si les crampes menstruelles sont sévères, récurrentes ou accompagnées d'autres symptômes tels qu'une fièvre ou une douleur intense, les femmes doivent consulter leur médecin pour un examen et un diagnostic appropriés.

Évelyne KADJA

Célébration de la Journée Mondiale de la Terre: la séduisante surprise de TikTok

La Journée Mondiale de la Terre qui a débuté il y a plus de 50 ans, est devenue un événement annuel et international réunissant 193 pays, avec des manifestations et des actions en faveur de la protection de l'environnement organisées dans le monde entier.



A l'édition 2023, la plateforme chinoise de vidéos courtes, TikTok, annonce une nouvelle politique de lutte contre la désinformation environnementale. Face aux nombreuses fausses informations qui circulent sur sa plateforme, TikTok prend ses responsabilités et décide de lutter contre la désinformation en particulier sur le sujet du changement climatique. Cette nouvelle politique implique le bannissement des utilisateurs qui propagent des informations erronées sur les questions environnementales et l'authentification des contenus pertinents.

TikTok s'engage contre la désinformation climatique

Selon un communiqué de la société, « nous mettons en place une nouvelle politique de lutte contre la désinformation sur le changement climatique. Elle consiste à retirer les mauvaises informations qui remettent en cause le consensus scientifique établi, par exemple les contenus qui nient l'existence du changement climatique ou les facteurs qui y contribuent ». Les contenus niant des faits scientifiques établis sur l'environnement sont désormais interdits et les utilisateurs

qui ne respectent pas ces nouvelles règles risquent de voir leurs vidéos supprimées et d'être bannis.

Pour assurer la mise en œuvre de ces nouvelles règles et lutter contre les fake news, TikTok travaillera « avec des partenaires indépendants de fact-checking qui valideront la pertinence d'un contenu ». La plateforme souhaite ainsi redorer son image et montrer sa bonne foi en matière de lutte contre la désinformation.

Avec cette annonce, TikTok tente de se donner une image plus « verte » et estime « avoir un rôle important à jouer en donnant de l'importance aux discussions relatives au climat ». La plateforme prévoit également de mettre en avant les comptes d'influenceurs engagés dans la protection de l'environnement.

Cependant, il est important de rappeler que TikTok est régulièrement pointé du doigt pour les fausses informations qui circulent sur son site, notamment à propos du climat. Cette nouvelle politique de lutte contre la désinformation environnementale sera donc scrutée de près par les utilisateurs et les experts du climat.

Megan Valère SOSSOU

Journée mondiale des luttes paysannes: La défense des droits fondamentaux des

paysans



La Journée mondiale des luttes paysannes est célébrée chaque année le 17 avril pour mettre en avant les luttes et les revendications des paysans et des travailleurs ruraux pour leurs droits fondamentaux, notamment le droit à la terre, à l'eau, à la nourriture et à la souveraineté alimentaire.

La journée commémore le massacre de 19 paysans brésiliens qui protestaient pacifiquement pour l'accès à la terre en 1996. Depuis, elle est devenue un événement annuel pour sensibiliser l'opinion publique sur les luttes des paysans et des travailleurs ruraux à travers le monde.

Les paysans et les travailleurs ruraux sont souvent confrontés à des défis tels que l'accaparement des terres, l'exploitation, la pauvreté, la marginalisation et la violence. La Journée mondiale des luttes paysannes vise à mettre en évidence ces problèmes et à promouvoir la prise de conscience et la solidarité envers les communautés paysannes et rurales.

La souveraineté alimentaire est un aspect clé des droits des paysans. Elle signifie que les communautés paysannes ont le droit de définir et de contrôler leurs propres systèmes alimentaires, en produisant des aliments sains et nutritifs de manière durable, et en ayant accès aux ressources nécessaires pour le faire. La Journée mondiale des luttes paysannes met en

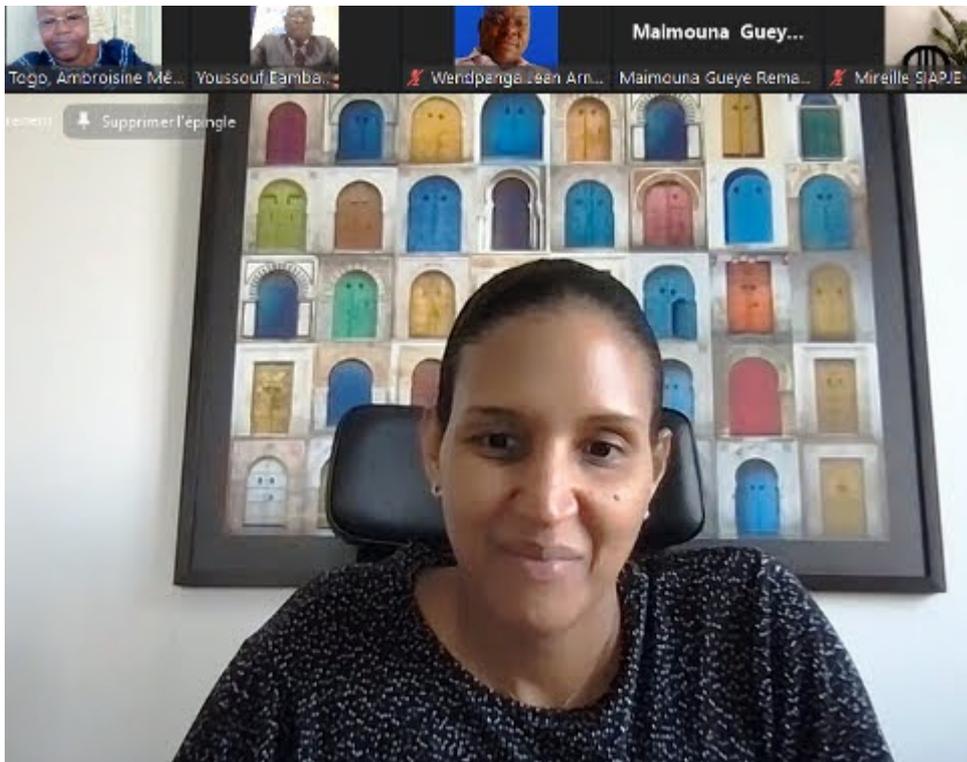
évidence l'importance de la souveraineté alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et pour renforcer la résilience des communautés paysannes face aux changements climatiques et aux crises alimentaires.

En résumé, la Journée mondiale des luttes paysannes est une occasion importante pour célébrer les contributions des paysans et des travailleurs ruraux à la production alimentaire, et pour promouvoir leurs droits fondamentaux à la terre, à l'eau, à la nourriture et à la souveraineté alimentaire.

Megan Valère SOSSOU

Lutte contre les Maladies Tropicales Négligées et le paludisme: Yacine Djibo justifie l'engagement de Speak Up Africa

Le 12 avril 2023, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement a organisé un webinaire sur les Maladies Tropicales Négligées (MTN). Yacine Djibo, Directrice Exécutive de l'ONG Speak up Africa basée à Dakar, était l'invitée de cette rencontre.



« Il faut un changement de politique à tous les niveaux pour améliorer la santé publique en Afrique de manière durable. »

L'enjeu est de taille en ce qui concerne la lutte contre le paludisme et les maladies tropicales négligées. C'est pourquoi elle s'est engagée avec son organisation « Speak Up Africa » afin d'apporter sa pierre à l'édifice.

Cet engagement de Speak up Africa est également motivé par un défi d'équité. Car ces maladies sont évitables et traitables, ce qui facilite l'accès équitable aux soins de santé et permet d'être plus résilients, a noté Yacine Djibo.

Speak Up Africa et ses interventions

Speak Up Africa intervient dans des domaines allant du paludisme à l'égalité des genres, en passant par les MTN, la vaccination et l'assainissement. Elle compte sur la mobilisation des citoyens et sur l'engagement des médias, qu'elle considère comme des leviers de changement puissants, pour atteindre ses objectifs.

Cette organisation continentale travaille aussi pour la mise

en œuvre des directives de l'Union Africaine et travaille en collaboration avec les médias pour le changement des politiques. Dans son dynamisme, elle renforce les capacités des organisations de la société civile afin qu'elles puissent faire le plaidoyer pour l'obtention de plus de ressources aussi bien publiques que privées. Les gouvernements sont tenus redevables de leurs engagements, et Speak up Africa suit en effet la bonne utilisation des financements.

Pour ce faire, Speak up Africa adopte une politique de proximité en étant le plus proche possible des populations. Tous les financements mobilisés sont redistribués aux organisations de la société civile.

Au cours de ses échanges avec les journalistes du REMAPSEN, Yacine Djibo a répondu à toutes les interrogations et affirmé avoir pris bonne note de toutes les propositions jugées constructives. Elle a félicité le réseau pour son professionnalisme et a promis d'explorer les pistes de coopération voire même de partenariat avec Speak up Africa.

Megan Valère SOSSOU

**Recrutement de 64 profils
dans la zone sanitaire
Bèmbèrèkè – Sinendé**



DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SANTE DU BORGOU
ZONE SANITAIRE BEMBEREKE-SINENDE

N° 0356 /23/MS/DDS-B/ZS-BS/CAR/SA

AVIS DE RECRUTEMENT

(Large diffusion)

Dans le but de renforcer l'effectif de la Zone Sanitaire de Bembèrèkè-Sinendé (ZS BS), en personnel qualifié, suffisant et disponible, le bureau de zone lance le présent appel à candidatures. Les différents corps à recruter ainsi que leurs postes d'affectation se trouvent dans le tableau ci-dessous :

N°	Corps	Nombre	Structures d'accueil
1	Commis de pharmacie et/ou de caisse	26	<ul style="list-style-type: none">• CS SEKERE (2),• GOROBANI,• DIADIA,• KOSSIA,• NIARO,• GUESSOU BANI (2).• SINENDE,• SEROU• YARRA (2)• SIKKI (2)• FO-BOURE• SISSIGOUROU 2• GANRO 3• BORO• TIMBOURE• KONOU• BEMBEREKE• GUESSOU SUD 2•
2	Aide-soignant/e	16	<ul style="list-style-type: none">• SINENDE• SIKKI• SEKERE• FO-BOURE• CS FO-BOURE,• FO-BOUKO,• DIADIA,• KOSSIA,• SOKKA,



			<ul style="list-style-type: none">• SEROU• YARRA• GOROBANI• BEROUBOUAY,• SISSIGOUROU,• TIMBOURE• GUESSOU SUD
3	Secrétaire Adjoint des Services Administratif (SASA)	1	<ul style="list-style-type: none">• CS BEMBEREKE
4	Statisticien épidémiologiste	1	<ul style="list-style-type: none">• CS SINENDE
5	Technicien de laboratoire	1	<ul style="list-style-type: none">• CS SINENDE
6	Infirmier/ère	08	<ul style="list-style-type: none">• CS YARRA,• MONSI,• SIKKI• FO-BOUKO,• SEROU• GUESSOUS SUD,• BEROUBOUAY• BOUANRI
7	Sage-femme	09	<ul style="list-style-type: none">• CS BEMBEREKE (2),• GANRO• SISSIGOUROU• INA• SOKKA,• SINENDE• SEKERE• YARRA,
8	Médecin diplômé d'Etat	02	<ul style="list-style-type: none">• CS SEKERE &• BEROUBOUAY
	TOTAL	64	

1. Conditions générales

Les personnes intéressées doivent remplir les conditions suivantes :

- Être de nationalité béninoise ;
- Être dynamique et intègre ;
- Être de bonne moralité ;
- Être libre de tout engagement et immédiatement disponible ;
- Avoir une bonne capacité d'adaptation et être capable de travailler en équipe ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins un an selon le corps ;
- Être flexible et savoir travailler sous pression ;
- Avoir une bonne connaissance de la zone sanitaire ou ayant eu à travailler serait un atout.



- Parler une langues locale (le bariba et/ou le fulfulde) serait un atout.

2. Missions et profils

Les missions et les profils requis sont consignés dans le tableau en annexe.

3. Dossiers de candidature

Le dossier de candidature comprendra obligatoirement les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Médecin Coordonnateur ;
- Un curriculum vitae détaillé, actualisé et dûment signé ;
- Une copie de l'acte de naissance du candidat ;
- Une copie légalisée de la carte d'identité nationale en cours de validité ;
- Une copie légalisée du certificat de nationalité ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- Une copie légalisée de l'attestation ou du Diplôme requis ; pour les diplômes obtenus à l'étranger, il est exigé l'**authenticité et/ou l'équivalence** ;
- Les copies des certificats de travail ou attestations de travail et/ou de stage professionnel
- Une fiche d'inscription à retirer au secrétariat du Bureau de Zone, dûment remplie, datée et signée du candidat.

4. Durée du contrat de prestation

Le / la lauréat (e) au test signera un contrat de prestations de 06 mois, renouvelable sur la base des performances démontrées et d'une évaluation concluante.

5. Date et lieu de dépôt de candidature

Le dossier de candidature devra être déposé au Secrétariat du Bureau de Zone de Bembèrèkè-Sinendé (BS) **au plus tard le vendredi 24 Avril 2023.**

Le dossier complet comportant les pièces sera déposé sous plis fermé avec la mention « **CANDIDATURE AU POSTE DE (A PRÉCISER SELON LE PROFIL) A N'OUVRIR QU'EN SEANCE** » contre récépissé de dépôt.

6. Mode de sélection

- La sélection se fera en deux étapes qui sont :



- La présélection des candidats sur étude des dossiers déposés ;
- Le test écrit ;

NB : Les résultats de la présélection seront affichés au plus tard le **jeudi 27 Avril 2023**.

- Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour la suite de la procédure.
- Tout dossier incomplet ou ne remplissant pas les conditions exigées sera rejeté.

Le test écrit se tiendra le **samedi 29 Avril 2023 à partir de 9H précises à la salle des fêtes de l'hôpital de zone de Bembèrèkè**. Les résultats de la sélection finale seront affichés au plus tard le **vendredi 05 Mai 2023 au secrétariat du bureau de zone**.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'un des contacts ci-après : 64 33 50 76 ou 94 34 18 65.

Fait à Bembèrèkè, le 17 Avril 2023

Le Président du Comité de Santé

Mr ASSOUMA Zakari



Dr Eric O.O.O. CHEDE

Dans le but de renforcer l'effectif de la zone sanitaire Bembèrèkè – Sinendé en personnel qualifié, suffisant et disponible, le bureau de zone lance le recrutement de 64 personnes. Il s'agit des Commis de Pharmacie, de caisse, des Aides-Soignantes, Secrétaires des services Administratifs, des statisticiens épidémiologistes, technicien de laboratoire, Infirmiers, sage-Femme et Médecin diplômé d'Etat.

Les dossiers de candidature sont attendus au Secrétariat du Bureau de Zone de Bembèrèkè – Sinendé au plus tard le vendredi 24 Avril 2023.

Interruption Volontaire de Grossesse au Bénin: le gouvernement fixe les conditions



Le Conseil des ministres du Bénin a pris une décision importante en ce qui concerne l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG) lors de sa réunion du mercredi 12 avril 2023. Un décret régissant les conditions d'application de cette pratique a été adopté. Désormais, seuls les médecins, les sages-femmes et les infirmiers dûment habilités pourront pratiquer l'IVG dans des formations sanitaires publiques ou privées. Les établissements du secteur privé devront être agréés par le ministre de la santé et remplir des conditions techniques spécifiques.

En outre, le décret impose aux établissements de santé de fournir une prise en charge psychologique et sociale de la

patiente avant et après l'intervention. Le secret professionnel est également requis pour tous les intervenants dans le traitement des demandes, et la clause de conscience est garantie pour ceux dont les convictions religieuses ou philosophiques les empêchent de participer à cette pratique.

Le décret exige également que les risques associés à chaque procédure abortive soient exposés à la patiente, quelle que soit la raison de la demande d'IVG. Le consentement éclairé, libre et renouvelé de la patiente est également requis avant toute intervention.

Le ministre de la santé a pour mission de faire une bonne vulgarisation de ce décret afin d'assurer une application efficiente de cette pratique. Cette décision représente un pas important vers la garantie de la santé reproductive des femmes au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Lancement officiel de Bénin Santé 2023 par le ministre de la Santé, Benjamin HOUNKPATIN

La troisième édition de Bénin Santé a été officiellement lancée ce vendredi 14 avril 2023 au palais des congrès. Une grande rencontre à laquelle prennent part d'importantes personnalités et acteurs du monde sanitaire du Bénin, de la sous-région et de l'Europe. Le lancement officiel a été prononcé par le ministre de la Santé, Professeur Benjamin HOUNKPATIN, Parrain de l'évènement.



C'est un rendez-vous exceptionnel post covid-19 de donner et de recevoir à en croire la Vice-présidente de la PSSP dans son mot de bienvenue aux participants et aux invités de marque. En exhortant les différentes parties prenantes à passer en beauté les prochains jours avec plus de participation dans les ateliers, master class, formation pour un partage d'expérience optimal, elle n'a pas manqué de remercier les différents partenaires et sponsors de l'événement.

Dr Clare OMATSEYE, Présidente de la Fédération Ouest Africaine des Alliances du Secteur Privé de la Santé s'est montrée très émue de la forte mobilisation des acteurs du secteur sanitaire du privé et du public Béninois. Elle n'a pas manqué d'adresser ses félicitations et encouragements à l'endroit de la Plateforme du Secteur Sanitaire Privé (PSSP) pour le succès dans l'organisation de Bénin Santé 2023.

La Représentante Résidente de l'OMS au Bénin Dr Renée Tania BISSOUMA-LEDJOU a quant à elle, appelé les acteurs à une franche et transparente collaboration entre acteurs du secteur sanitaire privé et avec les acteurs du secteur public. Elle a

réaffirmé la disponibilité permanente de son institution à être du côté du gouvernement, de la PSSP pour atteindre la couverture sanitaire universelle.

L'importante annonce de l'Ambassadeur des États-Unis près le Bénin

Tout comme l'OMS, l'USAID fait partie des fidèles partenaires de Bénin Santé, une initiative qui offre de nombreuses opportunités aux acteurs du secteur sanitaire privé et public pour accroître la résilience à travers le renforcement du système sanitaire béninois. Dans ce cadre et en étroite collaboration avec la PSSP, l'USAID a mis en place un réseau de jeunes logisticiens qui œuvrent au quotidien pour le renforcement de la chaîne d'approvisionnement au niveau communautaire.



Pour Brian SHUKAN, Représentant des États-Unis près le Bénin, cet engagement aux côtés des acteurs du secteur sanitaire privé au Bénin témoigne de la disponibilité du gouvernement

américain à accompagner le renforcement le système de santé du Bénin. C'est pourquoi il annonce **le gouvernement américain sélectionne actuellement des institutions financières au Bénin pour fournir un garanti de prêt bancaire de 20 millions de dollars US pour faciliter l'achat des équipements dans le secteur privé de la santé en garantissant la moitié du prêt aux petites entreprises qui fournissent des solutions renforçant le système de santé pour le rendre plus résiliente.**

En lançant officiellement les hostilités de la troisième édition de Bénin Santé, le ministre de la Santé dit reconnaître le rôle du secteur sanitaire privé sur l'échiquier national pour l'offre des soins aux populations en zone urbaine, périurbaine et rurale.



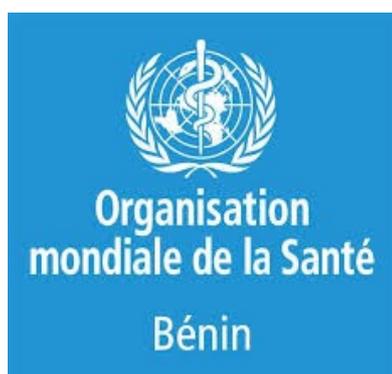
« Nous appréhendons à sa juste valeur toute la chance que notre système de santé a d'avoir un peu plus de la moitié des besoins en soins de santé des populations comblés par le secteur privé. » C'est une force dont il faut saisir la portée, dit-il en invitant à la veille d'optimisation en s'assurant davantage de la qualité et de la sécurité des soins.

Comptant sur la volonté des acteurs, il espère des travaux de Bénin Santé 2023 que les acteurs puissent sortir plus

ragaillardis, plus combatifs, plus motivés pour un accès équitable des béninois à des soins de qualité. La coupure symbolique du ruban a marqué l'ouverture officielle du salon médical, l'une des quatre activités au menu de cette nouvelle édition de Bénin Santé.

Megan Valère SOSSOU

L'OMS Bénin et le Ministère de la Santé organisent une vaste campagne de dépistage du diabète et de l'hypertension artérielle



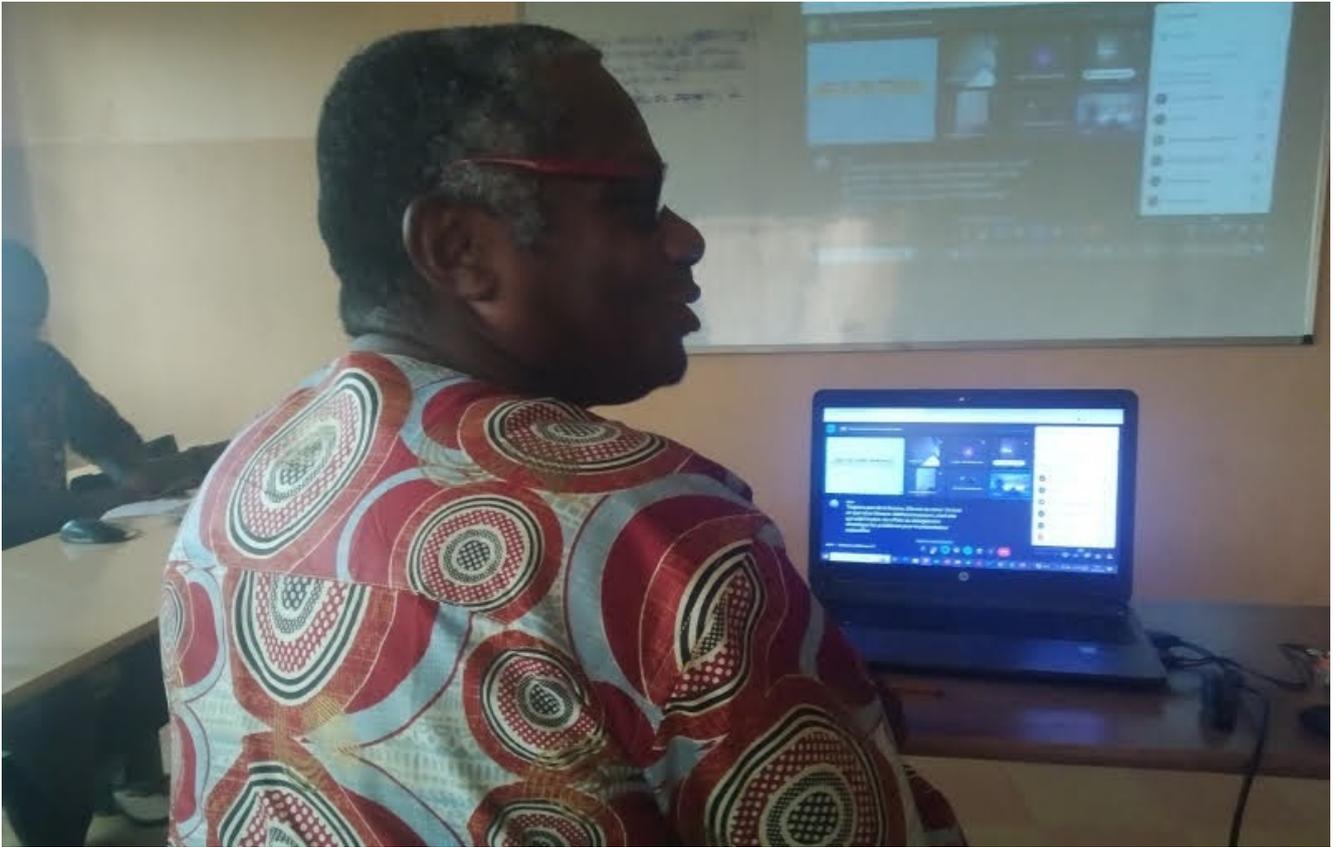
Pour commémorer les 75 ans de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le bureau de l'OMS au Bénin et le Ministère de la Santé ont collaboré pour mettre en place une vaste campagne de dépistage du diabète et de l'hypertension artérielle, ainsi que d'autres facteurs de risque, dans trois départements du Bénin : l'Atacora, la Donga et le Mono. Cette campagne se déroulera du 11 au 15 avril 2023 et vise à encourager la population à se rendre dans les centres de santé, les centres

de jeunes et les espaces publics pour bénéficier de ces services gratuits.

Megan Valère SOSSOU

Changements climatiques : L'association Ouest-Africaine de climatologie se préoccupe de ses effets dans la sous- région

Pour sa première sortie pour le compte de 2023, l'AWAclim, l'Association Ouest-Africaine de climatologie a réuni, en ligne ses membres de la sous-région, les chercheurs et les différents acteurs du climat autour du thème, « Le changement climatique une menace réelle pour la planète : Etat des lieux, impacts et conséquences ». C'est son Président le Professeur Expédit Wilfrid Vissin qui a animé cette conférence. Il s'agit de partager avec les participants les connaissances sur les changements climatiques, d'aider à cerner ses impacts et conséquences du phénomène et d'indiquer quelques solutions identifiées par l'AWAclim. C'est l'une des salles de cours du bâtiment MIRD, Master Intégration Régionale et Développement qui a servi de cadre à cette activité.



La conférence a démarré par le partage de quelques notions, notamment sur le temps, le climat, la météorologie, la climatologie, la variabilité climatique, l'atténuation et l'adaptation au climat, le changement climatique, la résilience, auxquels il faut ajouter les aléas climatiques, les impacts climatiques et les risques climatiques. Une fois, ces notions clarifiées, Expédit Wilfrid Vissin, le conférencier a dressé le tableau des facteurs responsables des changements climatiques. Il s'agit de l'homme et de ses activités, à savoir : l'industrie, le bâtiment, la déforestation, le transport.

Ces dernières ont modifié, selon le Président de l'AWAclim l'effet de serre naturel, dont le rôle est de maintenir la stabilité climatique. Conséquence, la terre se réchauffe et ses répercussions vont toucher tous les domaines de la vie socio-économique. Ainsi, les modifications des régimes pluviométriques vont impacter l'agriculture, les ressources en eau. Elles feront aussi le lit à la sécheresse. Le régime océanique sera modifié lui aussi. Les côtes seront en souffrance et les villes côtières en grande difficulté. Il va

falloir mieux gérer la crise climatique, sinon, d'ici 2050-2100, tout va changer autour des hommes, reconnaît le conférencier.

Quelles sont les solutions ?

Les Pays africains doivent cesser avec les conférences sur le climat, telles qu'elles sont organisées aujourd'hui. Il faut, selon le Professeur Expédit Wilfrid Vissin, que les africains organisent des conférences sur le climat « à l'africaine », qui permettent de sortir des décisions à opposer aux pays riches, responsables du réchauffement climatique. Il s'agit donc pour les africains de mutualiser leurs efforts en vue d'influencer les décisions liées au changement climatique, insiste le conférencier. Mais en attendant, il propose quelques mesures. Il s'agit de :

- Renforcer les connaissances sur les changements hydroclimatiques ;
- La prise en compte de façon objective de la variabilité climatique et du changement climatique ;
- La gestion traditionnelle des risques climatiques ;
- La mise en œuvre effective de la GIRE, la Gestion Intégrée des ressources en eau ;
- Améliorer le changement de comportement.

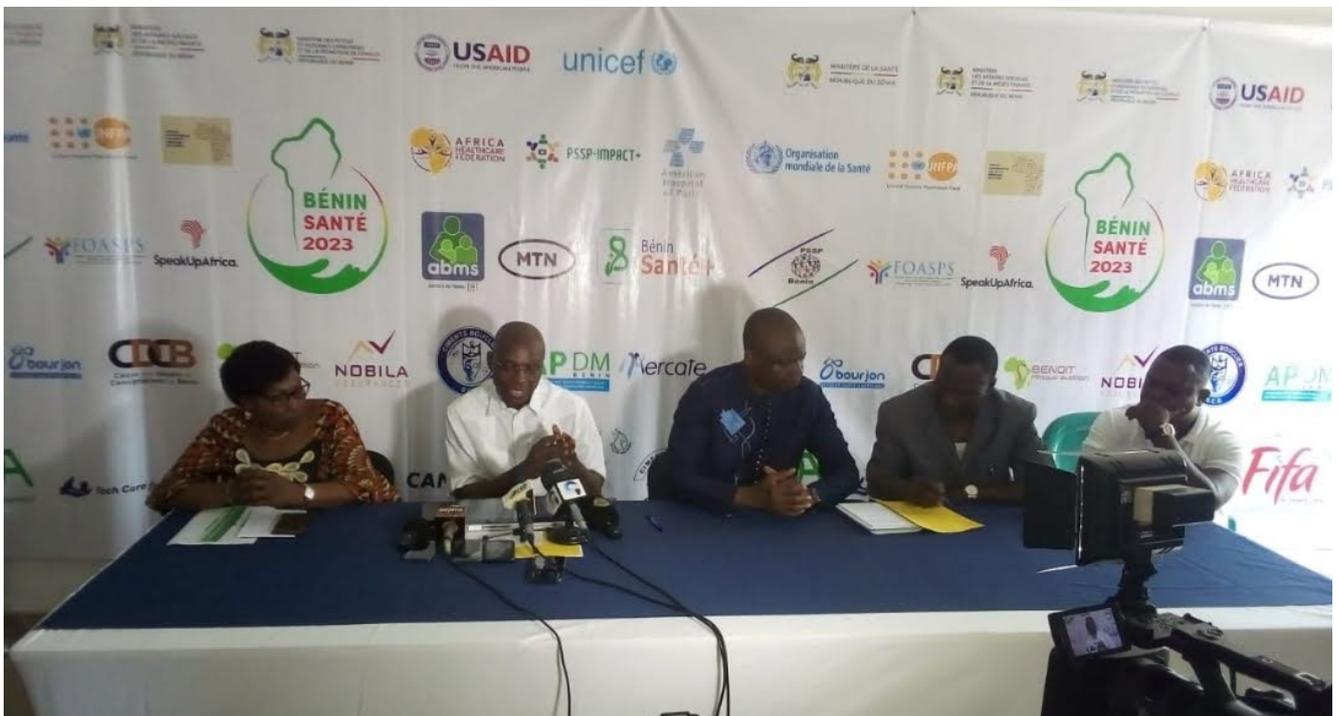
Une brève présentation de l'AWAclim et de l'Association Internationale de la Climatologie est venue clôturer l'intervention du Professeur. Les débats ouverts par la suite ont permis aux participants du Bénin, du Togo, du Niger, de la Côte-d'Ivoire et du Mali d'avoir des éclaircissements sur certains points clés de la conférence auxquels le Président de l'AWAclim a apporté des réponses. Il est prévu, à l'avenir des rencontres régulières pour aborder tous les problèmes liés aux impacts des changements climatiques, annonce le Président de l'AWAclim satisfait de cette première sortie de son

association.

Didier Hubert MADAFIME

Bénin Santé 2023 : la PSSP annonce une troisième édition riche en activités

En prélude à l'organisation de la 3^e édition de Bénin Santé 2023, la Plateforme du Secteur Sanitaire Privé du Bénin (PSSP) a tenu ce mardi 11 avril 2023, une conférence de presse à son siège. L'objectif est de donner un avant-goût des activités qui vont meubler cette nouvelle édition de l'initiative lancée depuis 2019.



La troisième édition de Bénin Santé se déroulera du 13 au 15 avril à Cotonou au palais des congrès. Organisée avec le soutien du gouvernement à travers le ministère de la santé

cette édition sera axée autour du thème, Contribution du secteur sanitaire privé au renforcement du système sanitaire pour accroître la résilience : par quels piliers commencer ?

A l'ouverture de la conférence de presse, Béatrice Radji, Présidente de la PSSP, a rappelé l'importance de la création de cette organisation faitière qui s'est donnée pour mission de défendre les intérêts du secteur privé de la santé et d'être un interlocuteur valable auprès du ministère de la Santé. La collaboration public-privé est nécessaire pour améliorer le système de santé béninois a-t-elle souligné.

Latif MOUSSE, Président de l'ACPB en tant que président du comité scientifique est revenu sur les tenants et aboutissants du thème retenu. Il a pour sa part invité à une grande mobilisation pour le renforcement du système sanitaire privé du Bénin en particulier celui du système sanitaire privé.

Trois jours pour quatre grandes activités

Plusieurs activités sont au menu de ce grand rendez-vous, il s'agit selon Pascal Fafeh Secrétaire Exécutif de la PSSP, d'abord d'un symposium qui regroupe les communications scientifiques relevant du domaine de la santé. Ensuite, les formations Master Class, initiées pour renforcer la capacité des acteurs du secteur privé, public et autres acteurs paramédicaux. Puis, le salon médical pour la promotion des équipements médicaux et enfin le Hackathon qui servira de cadre dans la promotion des start-ups en santé et le développement des solutions technologiques.

“Bénin Santé est un évènement qui offre beaucoup d'opportunités pour beaucoup de communication a t-il souligné en ajoutant que l'évènement abrite aussi un atelier spécifique avec les centres de formation universitaire sur l'importance de l'introduction de la logistique de santé dans le curriculum de formation en matière de logistique en général.

Des activités alléchantes qui ne se feront pas sans la

contribution de l'Association des Professionnels de la Distribution des Dispositifs Médicaux. Elle entend exposer de nouvelles solutions liées aux problèmes de santé dans le but d'améliorer le plateau technique des hôpitaux et la qualité des soins de santé.

Francis DEGBELO, Trésorier Général de la PSSP, n'a pas manqué de remercier les partenaires, les donateurs, les contributeurs en particulier le gouvernement du Bénin à travers le Ministère de Santé, l'USAID à travers la structure PSHPA, MTN Bénin et Bénin Santé Plus.

Rappelons que plus de 300 participants et 1000 visiteurs venus du Bénin, de la France et des autres pays d'Afrique sont attendus à ce carrefour, symbole de la réussite du partenariat public-privé promu au Bénin par la PSSP. Elle invite à cet effet, à une participation massive des acteurs du secteur privé et public ainsi que de la population béninoise.

Evélyne S. KADJA

**La PASCiB amorce le processus
d'intégration des dimensions
Changements climatiques et
Genre dans la gouvernance des
Réserves de Biosphère de**

L'Ouémé et du Mono

Face aux menaces anthropiques et naturelles que subissent les réserves de biosphère du Mono et de l'Ouémé, la PASCiB à travers le projet Benkadi en étroite collaboration avec le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) a organisé un atelier multi-acteur afin de résoudre la problématique de l'intégration des dimensions Changements climatiques et Genre dans la gouvernance des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono. C'était le 06 avril 2023 à Grand Popo.



L'objectif était d'échanger avec les parties prenantes et de valider la méthodologie proposée par les consultants pour l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) des réserves pour une durée de dix ans, en intégrant la problématique du genre et du changement climatique grâce à l'intégration des mesures concrètes d'adaptation basée sur

l'environnement (AbE).

Selon Yécy Peggy TOHINLO, représentante du Chef projet Benkadi, cet atelier marque le démarrage d'un processus très participatif et inclusif. Elle a réitéré à cette occasion, toute la gratitude de la PASCiB aux différentes parties prenantes pour leur disponibilité et leur engagement dans la préservation et la gestion durable des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono.

Des efforts déployés au quotidien au profit des populations, a reconnu Cyrillia YEBE, Secrétaire Exécutive de la commune de Grand Popo, qui au nom du maire de la commune, a également félicité et encouragé les acteurs et la PASCiB.

La qualité des acteurs conviés à l'atelier laisse présager la qualité de la méthodologie qui sera retenue pour résoudre la problématique de l'intégration de l'adaptation au changement climatique et du genre dans les outils de planification et de gestion des réserves, selon le Directeur Général du CENAGREF, Abdel Aziz Baba Moussa. Si les premiers Plans d'Aménagements et de Gestion n'avaient pas pris en compte ces dimensions, c'est parce que le problème n'était pas aussi critique, a-t-il ajouté.



Outre l'intégration de l'adaptation au changement climatique et de l'égalité des genres dans la gestion des réserves, le Directeur Général du CENAGREF espère échanger aussi sur la nécessité d'intégrer de nouvelles ACCB dans les réserves de biosphère. Il s'agit de l'ACCB de Deve, de Togbadji, de la mare aux crocodiles de Tannou et d'autres sites dans la réserve de la basse vallée de l'ouémé.

AGONZAN Marcel, Premier Adjoint au Maire de la commune de Bopa, en lançant officiellement les travaux de l'atelier, a souhaité que les résultats soient à la hauteur des attentes.

Les différentes communications qui ont suivi ont permis aux acteurs présents de prendre connaissance de la gouvernance des réserves de biosphère et la méthodologie proposée pour l'intégration des aspects du genre et des changements climatiques.

Aussi, ont-ils appréhendé les enjeux actuels en matière de

conservation des réserves de biosphères de la basse vallée de l'Ouémé et de la réserve de biosphère du mono.

L'atelier a vu la participation des acteurs des municipalités, des acteurs de la société civile, de certains cadres ministériels et experts. La PASCiB et le CENAGREF sont rassurés de la qualité de la démarche méthodologique d'actualisation des PAG et se félicitent de la grande mobilisation de toutes les intelligences en la matière.

Un outil d'aide à la décision en éclosion

Cet atelier enrichissant assorti des recommandations élaborées à l'endroit des différentes parties prenantes est le premier d'une série d'ateliers qui se penchera sur l'actualisation des Plans d'Aménagements et de Gestion et qui va accoucher d'un outil d'aide à la décision.

Constant HOUNDENOU, Conseiller technique au Développement durable du Ministre du Cadre de vie et du Développement durable est convaincu de cette démarche conforme aux grands idéaux du Programme d'Action du Gouvernement et des programmes d'action au niveau sectoriel.



En ce qui concerne le ministère du cadre de vie et du développement durable, il a rassuré que toute initiative légale allant dans le sens de l'accompagnement des communautés au niveau décentralisé serait la bienvenue. Il a pour finir invité à la territorialisation de l'intégration des changements climatiques.

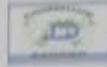
Dans son engagement à actualiser les Plans de Gestion de l'ACCB Bouche du Roy et le lac Toho, la Coordination pour la Recherche et le Développement en Environnement ONG (CoRDE ONG), se servira des résultats de cet atelier a confié Ebenezer HOUNDJINOU, son coordonnateur.

Rappelons que la révision et l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono à travers l'intégration des dimensions, Changements climatique et Genre, participent au renforcement de la résilience des communautés riveraines.

Carmel Espéro LOKOSSOUDJIN

Santé communautaire au Bénin: Recrutement d'agents enquêteurs

La nouvelle politique Nationale de la Santé Communautaire adoptée par le gouvernement du Bénin est mise en œuvre par la Mairie de Dangbo, avec l'appui financier du Projet de Préparation et de Riposte à la COVID-19 au Bénin (PPRC). Dans ce cadre, la mairie a lancé un appel à candidatures pour le recrutement de 28 agents enquêteurs chargés de recenser les ménages dans les sept arrondissements de la commune de Dangbo.



SECRETARIAT EXECUTIF DE LA MAIRIE

N°10G/001/MDAN/SE/RPDL/SA du 30 mars 2023

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la mise de la nouvelle Politique Nationale de la Santé communautaire, adoptée par le gouvernement du Bénin, la mairie de Dangbo avec l'appui financier du Projet de Préparation et de Réponse à la COVID-19 au Bénin (PPRC), lance le présent avis de recrutement de vingt-huit (28) agents enquêteurs pour le dénombrement des ménages dans les sept (07) arrondissement de la commune de Dangbo.

I. MISSION DES AGENTS RECENSEURS

Sous l'autorité du Maire de la commune de Dangbo, les agents recenseurs auront pour tâches de :

- identifier les ménages présents dans chaque unité administrative (villages et quartiers) de la commune ;
- dénombrer les ménages identifiés ;
- rendre compte régulièrement de l'avancement du travail aux superviseurs et faire l'état des situations particulières ;
- restituer en fin de collecte l'ensemble des documents nécessaires.

II. PROFIL RECHERCHE

Peuvent postuler au présent avis d'appel à candidature, toute personne de sexe masculin ou féminin, remplissant les conditions ci-après :

- être de nationalité béninoise ;
- avoir au moins 18 ans ;
- avoir au moins le BAC ou tout autre diplôme équivalent ;
- avoir des expériences en collecte des données de ménages par smartphone ;
- avoir une bonne maîtrise de la zone de travail et y résider ;
- parler couramment au moins une langue de la commune : Goun, wémè, fon etc.
- disposer d'une pièce d'identité valable ;
- être disponible pendant toute la durée des opérations de collecte des données ;
- être capable de travailler sous pression ;
- être physiquement apte et endurant pour exécuter la mission.

III. LIEU DE TRAVAIL

Les agents recenseurs retenus seront repartis dans tous les arrondissements de la commune de Dangbo.

IV. DUREE ET PERIODE DE TRAVAIL

Le dénombrement des ménages est prévu pour se dérouler du 11 au 17 avril 2023. A cet effet, les agents recenseurs bénéficieront, d'une formation sur les outils et stratégies de collecte des données avant la phase de terrain.

V. PIECES A FOURNIR

- Une lettre de candidature d'une page au plus adressée à Monsieur le Maire de la commune de Dangbo ;
- Un CV détaillé d'au plus 3 pages.
- Copie légalisée du diplôme requis ;
- Une copie des preuves d'expériences dans la collecte de données avec smartphone ;
- Une copie de l'attestation d'Identifiant Fiscal Unique (IFU) ;
- Une copie de la pièce d'identité en cours de validité (CNI, passeport, CIP).

VI. LIEU DE DEPOT ET DATE DE CLOTURE

Les candidats désireux de prendre part à ce recrutement, sont invités à faire parvenir leur dossier de candidature au secrétariat administratif de la mairie de Dangbo, sous plis fermé, avec la mention « **CANDIDATURE AU POSTE D'AGENTS RECENSEURS DES MENAGES DANS LA COMMUNE DE DANGBO** », au plus tard le **mercredi 05 avril 2023 à 17 heures très précises.**

NB :

- Seuls les candidats retenus sur étude de dossiers seront contactés pour la suite du processus ;
- Tout dossier qui ne remplit pas les conditions du présent avis de recrutement sera purement et simplement rejeté.
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Pour tous renseignements complémentaires, appelez les contacts ci-après : 97 41 29 21 / 97 76 28 50 / 97 14 22 23.

Dangbo, le 30 mars 2023

Le Secrétaire exécutif,



Avimadié Franck MEVO

COMMUNE DE DANGBO : "PORTE D'ENTREE DE LA VALLEE DE L'OUEME, TERRE HOSPITALIERE DES WEMHOUS"

Accès à l'eau potable au Bénin: les faux pas de la SONEB qui retardent

L'atteinte de l'ODD 6

Depuis 1960, qu'elle a été créée dans le but de fournir de l'eau potable à la population béninoise, la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) rencontre de nombreux problèmes qui entravent sa mission et la qualité des services qu'elle fournit. Malgré ses efforts pour améliorer la situation, de nombreuses zones rurales et urbaines continuent par exemple de souffrir d'un manque d'eau potable. Avec ses infrastructures souvent vétustes et mal entretenues, elle peine à répondre promptement aux alertes de dépannage.



A Abomey-Calavi, la cité-dortoir au sud Bénin, il fera bientôt deux mois que l'eau potable de la SONEB coule à flots dans la nature après une défaillance du matériel dans une maison avant le restaurant Grand Café en venant de Cotonou. Les multiples démarches engagées à l'endroit de la Société Nationale des Eaux du Bénin, service de Calavi pour résoudre la situation sont restées stériles. La réponse qui a été servie témoigne du manque de professionnalisme longtemps décrié au sujet de cette société nationale.

Les agents rencontrés avouent n'avoir pas les matériels

nécessaires pour résoudre le problème. Un fait qui suscite bien des questionnements que seules les autorités du secteur peuvent apporter des réponses adéquates. Ces agents ont préféré utiliser du caoutchouc pour arrêter sans y arriver, la fuite des eaux du tuyau. Un vrai gâchis aux yeux des riverains alors que dans d'autres contrées du Bénin, des populations doivent courir d'après l'eau potable, et même d'après l'eau souillée stagnante dans des creux de terre aux allures minières.

C'est le cas des populations de Sakabansi dans la commune de Nikki où dans [une vidéo publiée sur le réseau social Facebook](#), on peut voir des populations, malgré elles, à la recherche de l'eau malpropre. Au Bénin, les problèmes liés à la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité ne se posent pas qu'en milieu rural.





À Sèmè-Kpodji en février 2023, il y a eu fréquemment des ruptures d'eau potable. Cette commune, pas les moindres au Bénin en termes d'industrie est régulièrement privée d'eau par

la SONEB. Une triste réalité qui perdure depuis des années. La SONEB s'est toujours montrée incapable même avec un petit message de communiquer avant, pendant et après sur les causes de telles coupures intempestives.

Eau potable ! Absente !

En mars 2023, c'était le comble au niveau des consommateurs de la SONEB. Pendant que le ministre, le Directeur Général et certains cadres du secteur de l'eau étaient présents à la Conférence des Nations Unies sur l'eau à New York, aux États-Unis, l'eau par contre était absente dans les robinets de certaines populations du Bénin.

C'est le cas dans les résidences universitaires, à l'Université d'Abomey-Calavi où l'eau n'était pas présente. Comme à l'accoutumée, aucune note de la SONEB n'a annoncé une absence d'eau.

Le 23 mars, Christ Boris M. dénonçait une privation d'eau potable au lendemain de la célébration de la journée mondiale de l'eau. À Cotonou, à Calavi en passant par Dassa Zoumè, Parakou et Djougou, le mois de mars a été profondément perturbé dans la fourniture d'eau potable aux populations.

Ni la célébration de la journée mondiale de l'eau, ni la participation du Bénin à une grande rencontre internationale sur l'eau n'ont motivé les agents de la SONEB à fournir de l'eau en quantité et en qualité aux populations.



Selon des consommateurs que nous avons interviewés, la SONEB est l'une des sociétés Nationales entièrement à part au Bénin. *« Quand on leur doit des factures, leurs services coupures connaissent bien nos adresses et viennent nous couper. Mais*

pas, quand il faut faire diligence pour dépanner » explique Marc K. Des faits pour lesquels la SONEB commence à gagner des trophées du bon mauvais élève.

Selon le Rapport Statistiques et Investigations du mois de février 2023 de l'Association Béninoise Eau et Énergies- ABEE, les statistiques ne sont pas favorables à la SONEB en matière de communication et de fourniture d'eau potable. Le rapport signale le silence coupable des diverses autorités sur la question des coupures d'eau, de compteurs volés et de mauvaise qualité de l'eau à des endroits donnés.

Du professionnalisme du personnel à la qualité des services proposés, il ressort que la SONEB est loin de satisfaire les engagements en matière d'atteinte de l'objectif 6 du développement durable. Alors pour résoudre ces problèmes, la SONEB doit améliorer la qualité de ses infrastructures et former ses employés pour améliorer la qualité des services fournis. Elle doit également garantir que l'eau potable soit accessible à tous conformément aux engagements pris par le gouvernement béninois à l'issue des grandes rencontres internationales auxquelles les cadres du secteur se pressent toujours à se présenter.

Megan Valère SOSSOU